

CABIER
B

PERSPECTIVES



Ce couple s'en est donné à cœur joie hier, lors de la journée sans voitures.

ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Si j'avais pas d'char...

Montréal imitera-t-il d'autres grandes villes du monde?

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Doit-on considérer l'automobile comme une nuisance et tenter d'en contraindre l'usage? La question commence à se poser de plus en plus, en cette période de réchauffement climatique et d'accroissement du smog, alors que la sensibilité verte gagne du terrain. Montréal devra-t-il s'inspirer de villes comme Londres, Milan, Florence, Seattle, Portland et tutti quanti?

A Londres, le maire travailliste, Ken Livingstone, a pris les grands moyens pour réduire la circulation automobile au centre-ville. Depuis 2003, les automobilistes doivent payer un droit de passage, aujourd'hui de 12 euros (17 \$), pour accéder au centre-ville. Le pari audacieux semble avoir porté fruit: le nombre d'automobilistes au centre-ville a chuté de près de 20 %. On doublera d'ailleurs le périmètre de la zone de péage en février prochain.

Plusieurs cités européennes, telles Milan et Florence, ont aussi institué un périmètre payant au centre-ville et d'autres villes, comme Amsterdam, pourraient entrer dans la danse bientôt. Des villes américaines ont aussi pris le pari de réduire l'usage de l'automobile et, surtout, d'accroître celui du transport collectif. Par exemple, Seattle offre depuis quelques années l'accès gratuit au réseau de transport en commun du centre-ville, à même l'argent perçu dans la poche des automobilistes.

Signe que l'automobile est de plus en plus considérée comme une nuisance, l'Etat de la Californie a intenté cette semaine une poursuite contre les six grands producteurs d'automobiles pour les dommages subis en raison des changements climatiques et de la pollution. Dans la

poursuite, qui n'est pas sans rappeler celle menée contre les cigarettiers, on y qualifie carrément l'automobile de «nuisance publique».

Un bilan inquiétant

Cette logique de l'automobile «nuisible» commence à faire son chemin — beaucoup plus lentement — au Québec. Mais le réveil risque d'être brutal et les tendances pourraient être difficiles à renverser. De 1998 à 2003, le parc automobile de la grande région de Montréal a fait un bond d'environ 20 %. Chaque année, quelque 40 000 véhicules s'ajoutent sur les routes de la région métropolitaine, soit une hausse de 2 %.

Rappelons que chaque véhicule produit environ 5,5 tonnes de gaz à effet de serre par année, sans compter les polluants atmosphériques qui contribuent entre autres au smog. La part des gaz à effet de serre attribuable aux transports est de 38 % au Québec et de 47 % à Montréal.

Pour la Direction de la santé publique du Québec, il n'y a aucun doute possible: «Dans les milieux urbains, la voiture est devenue un risque majeur de santé publique», fait valoir le docteur Louis Drouin, qui a coordonné la production du dernier rapport annuel portant sur le sujet.

On y apprend que l'automobile cause chaque année 2000 traumatismes, dont 35 à 70 décès. Le docteur Drouin souligne que le nombre de blessés de la route a connu une hausse de plus de 20 % entre 1998 et 2003, soit une proportion similaire à l'augmentation du nombre d'automobiles. «C'est comme en toxicologie, la dose fait le poison», observe-t-il.

C'est sans compter l'obésité, qui se manifeste davantage dans les banlieues, où 95 % des ménages possèdent au moins une automobile, contre seulement 45 % dans un arrondissement comme le Plateau Mont-Royal. Asthme, maladies respiratoires, pollution sonore, épisode de chaleur due au réchauffement global de la planète: les maux causés par la pollution de l'automobile sont nombreux.

«Dès qu'on construit de nouvelles infrastructures routières, elles deviennent engorgées après quelques années»

«Est-ce qu'on reste dans le cercle infernal de plus de ponts, plus d'autos, plus de congestion, plus de problèmes de santé? [...] Plus il y a de voitures qui s'ajoutent, plus les problématiques de santé publique s'aggravent», souligne le docteur Drouin.

La carotte et le bâton

Tous s'entendent pour dire que la meilleure façon de réduire la place de la voiture consiste à améliorer considérablement l'offre de service en matière de transport en commun. Mais doit-on, pour ce faire, compliquer l'usage de l'automobile? Des péages aux ponts, un périmètre tarifé au centre-ville, une hausse des coûts du stationnement, une rarefaction des places, des rues piétonnes? Les idées circulent de plus en plus sur la place publique.

Pour le porte-parole de Greenpeace, Steven Guilbault, la carotte et le bâton vont de pair. «On pourrait seulement investir dans le transport en commun, il y aurait un petit effet. Mais ça va fonctionner davantage si on limite les places de stationnement au centre-ville et qu'on impose un tarif d'accès», fait valoir M. Guilbault.

La contrainte seule n'est cependant pas très

utile. «On ne peut faire l'un sans l'autre. On ne peut dire aux gens d'arrêter de prendre leur auto sans leur offrir une solution de rechange», ajoute M. Guilbault.

Responsable du dossier du transport au Conseil régional de l'environnement, André Porlier abonde dans le même sens. Il souligne que l'offre en matière de transport en commun a décliné considérablement dans les années 1990, lorsque Québec a réduit sa part du financement. «La Ville a réinvesti, mais nous sommes encore en dessous de ce qu'on avait en 1992», fait-il observer.

Le responsable du transport collectif et actif à la Ville de Montréal, André Lavallée, ne s'emballe pas outre mesure lorsqu'on parle de mesures contraignantes pour l'auto. Cela contient, selon lui, une valeur de symbole, qui ne doit pas détourner de l'objectif premier: le recours accru au transport en commun. «On agit beaucoup la question des mesures contraignantes. [...] On peut fermer des rues pour le plaisir, mais s'il n'y a pas d'autobus disponibles pour transporter les gens, on n'est pas plus avancés. [...] Donnons-nous les moyens du transport collectif», fait valoir le maire de l'arrondissement Rosemont-Petite Patrie, qui déposera au cours des prochains mois un plan de transport.

«Nous voulons provoquer un changement radical pour qu'il y ait un transfert important vers les transports collectifs et actifs», déclare l'homme politique, qui n'écartera cependant pas définitivement des idées comme le péage ou la hausse des tarifs de stationnement.

Il y a, selon lui, un contexte favorable à un virage majeur, avec le transfert de la taxe sur l'essence et l'octroi par Québec de 130 millions pour bonifier le transport en commun.

VOIR PAGE B 3: VOITURE

McGill

Poursuivez vos études à McGill

Des programmes de diplôme et de certificat d'études supérieures sont offerts au niveau du 2^e cycle (pré-requis: grade universitaire) dans des domaines tels que: fiscalité, comptabilité, trésorerie-finances, commerce international, technologies de l'information, marketing, gestion et plusieurs autres. Les cours sont offerts en soirée. Venez assister à une séance d'information le 25 septembre à 18 h.

Inscrivez-vous au
www.mcgill.ca/conted-cms

La date limite pour présenter votre demande d'admission
aux programmes: 1^{er} octobre pour l'hiver 2007

Votre travail exige que vous connaissiez
l'industrie pharmaceutique?

Notre séminaire de deux jours intitulé "Introduction to the Pharmaceutical Industry" s'adresse aux personnes dont le travail exige une connaissance des enjeux entourant le développement, la réglementation et la commercialisation des produits ainsi que les défis éthiques et commerciaux de l'industrie pharmaceutique. Dates: 23 et 24 octobre 2006.

www.mcgill.ca/conted-general/professional/pharma



McGill
Centre d'éducation permanente

PERSPECTIVES.

HONGRIE

Une extrême droite qui rêve à 1956

Après plusieurs nuits de manifestations et de violence à Budapest, Pierre Kende, politologue hongrois, décrypte ce mouvement.

MARC SEMO

La violence a baissé à Budapest, après plusieurs nuits de manifestations réclamant la démission du premier ministre socialiste, Ferenc Gyurcsany. Des manifestations provoquées par la diffusion, dimanche, de l'enregistrement sonore d'une vive discussion à huis clos entre M. Gyurcsany et le groupe parlementaire socialiste, tenue à la fin de mai dernier. Le premier ministre y reconnaît avoir menti aux Hongrois et leur avoir caché son projet d'austérité économique pour gagner les élections d'avril.

Dans la seule nuit de mercredi à jeudi, 62 personnes ont été interpellées. La nuit précédente, 98 personnes l'avaient été.

Politologue et membre de l'Académie des sciences de la Hongrie, Pierre Kende répond à nos questions concernant l'origine de ce mouvement et ses meneurs.

Qui est à l'origine de ce mouvement?

La protestation est menée pour l'essentiel par des groupes de l'extrême droite, avec leurs slogans habituels. Ils mêlent un nationalisme vieux jeu, rêvant d'un rétablissement de la Hongrie dans ses frontières d'avant 1918, avec des thèmes dénonçant la mainmise de l'étranger sur le pays et celle des communistes, qui, selon eux, seraient toujours au pouvoir malgré l'effondrement du bloc socialiste à la fin des années 80. Pour ces mouvements — le MIEP désormais concurrencé par des groupes plus radicaux dont le HVIM (mouvement pour la jeunesse des 64 comtés de la Hongrie historique), ouvertement révisionniste quant aux traces des actuelles frontières du pays — la dénonciation des mensonges du premier ministre et l'exigence de sa démission ne sont que des prétextes. Depuis des mois déjà, on sentait monter au sein de ce milieu une sourde volonté de faire quelque chose, à la veille de l'anniversaire de la révolte de l'automne 1956 contre le pouvoir communiste. Ils veulent tenter une répétition, mais ce n'est qu'une sinistre parodie avec des buts extrêmement confus, dont le principal résultat est de discréditer l'image de la Hongrie et des Hongrois vis-à-vis de l'Europe.

Que veut Viktor Orban, le leader de l'opposition de droite?

Il est peut-être le seul acteur de cette crise dont le jeu soit clair. Lors des élections législatives d'avril, il a subi une défaite pour la seconde fois consécutive. Il aurait dû démissionner de son poste de leader du parti Fidesz. Maintenant, il voit une occasion de prendre sa revanche sur la coalition au pouvoir. Depuis déjà longtemps, Viktor Orban ne se comporte plus comme le leader d'une droite libérale et moderne. Son libéralisme des années 90 a fait place à un conservatisme chrétien aux accents populistes et nationalistes. Il tente depuis des années de persuader les Hongrois que le premier ministre, Ferenc Gyurcsany, est illégitime parce qu'il est un ancien communiste et qu'il a fait fortune dans les années 90, forcément de façon douteuse, selon la droite. Orban a trouvé maintenant un nouveau cheval de bataille pour sa politique d'opposition systématique: pendant la campagne, le premier ministre a caché les mesures d'austérité et les projets de réforme, donc le gouvernement n'a pas reçu de mandat des électeurs pour mener cette politique. Et donc il doit démissionner. Tous les autres leaders dénoncent les actes de violence. Lui aussi, mais en même temps il affirme comprendre les causes de la protestation de la rue. Il ne renonce pas au prestige dont il dispose toujours au sein de la droite extrême.

Êtes-vous inquiet d'une prolongation de la crise?

Je ne vois pas sur quoi ces manifestations pourraient déboucher, même si elles perdurent et se concentrent sur un changement de gouvernement. La coalition au pouvoir dispose d'une majorité claire au Parlement. Mais, en même temps, il est évident qu'elle est, au moins dans l'immédiat, politiquement affaiblie par ce qui se passe. Il y aura des élections municipales le 1^{er} octobre et, si la majorité a de mauvais résultats, cela affaiblira encore sa légitimité.

Libération

En attendant la guerre totale

Au Darfour, plus personne ne se soucie de protéger les villageois et les déplacés regroupés dans des camps de fortune

Déjà 300 000 morts et 2,5 millions de déplacés. Tandis que le pouvoir islamiste de Khartoum s'oppose à l'envoi de Casques bleus, le chaos s'installe partout dans la grande province soudanaise

CATHERINE SIMON

Assis dans une pauvre hutte de branchages devant un bouquet de fleurs en plastique et un appareil radiocassette posés sur une table basse, Adil, le jeune roi des Massalits, l'avoue sans ambages: il a passé un sale quart d'heure. Turban blanc, lunettes fumées, le «monarque» s'exprime doucement, dans un anglais approximatif. «Ils ont même essayé de voler mon téléphone satellite!», s'indigne-t-il. Ici comme ailleurs en Afrique, l'autorité des rois coutumiers n'est plus ce qu'elle était. La trentaine altière, Adil n'est d'ailleurs sur le trône que par accident: le vrai monarque, son cousin, a quitté Gereida il y a belle lurette. Il travaille à Khartoum, la capitale du pays, comme agent de police...

Ce jour-là, à l'aube du 1^{er} septembre, une attaque est donc lancée contre Gereida, petite ville du Far West soudanais, à l'extrême sud de la province du Darfour. Les assaillants sont une douzaine tout au plus. Qui sont-ils? Des Massalits, c'est-à-dire des membres de la tribu africaine dominante de la région, celle-là même que le jeune Adil est censé gouverner. Seulement voilà, comme il le dit lui-même, le petit roi par intérim n'a «pas de pouvoir» puisqu'il n'a «pas d'argent». Ce matin-là, les tirs, nourris, ont réveillé la ville en sursaut et fait «entre deux et quatre morts, selon les sources», nous précisons plus tard le gouvernement de Nyal. Trois blessés sont à l'hôpital, dont l'un est dans un état grave. A l'échelle du Darfour, c'est une vécille. D'ailleurs, le roi n'était pas visé.

Mais l'incident est de mauvais augure. Pour la première fois à Gereida, des Massalits s'en sont pris à des Zaghawas, une autre tribu africaine parmi les plus influentes du Darfour. Tous les belligérants de cet incident faisaient partie de l'Armée de libération du Soudan (ALS) ou, plus précisément, de sa faction majoritaire, dirigée par Minni Arku Minnawi, un Zaghawa. Alors? Des Noirs se battent donc maintenant contre d'autres Noirs au Darfour? Au Soudan, rien n'est simple.

Depuis le début du conflit, en avril 2003, lorsque les combattants de l'ALS, en révolte contre le pouvoir central et sa politique discriminatoire à l'encontre de la lointaine province, commencent leur première attaque d'importance — contre l'aéroport d'El-Fasher, capitale du Darfour nord — les Nations unies ont décompté 300 000 morts et près de 2,5 millions de déplacés. Jusque-là, la tragédie paraissait essentiellement mettre aux prises les «Arabes» et les «Africains» du Darfour, le régime arabo-islamiste de Khartoum, où siège le pouvoir central, utilisant les milices djandjaouids — littéralement, les «cavaliers démoniaques» — pour terroriser les villages et chasser les cultivateurs de leurs terres. Et puis, les choses se sont compliquées.

Le chaos

«Au début, explique un fonctionnaire des Nations unies en poste à Nyal, le conflit opposait l'armée gouvernementale et les rebelles de l'ALS. Mais, depuis l'accord de paix d'Abuja signé le 5 mai entre le gouvernement et la faction majoritaire de l'ALS commandée par Minni Minnawi, on assiste à une fragmentation de la rébellion. Au nord, dans la région d'El-Fasher, la guerre fait rage entre les partisans zaghawas de Minnawi et les combattants furs d'Abdel Wahid al-Nur qui dirige la faction minoritaire de l'ALS, non signataire de l'accord d'Abuja. Or les Furs eux-mêmes sont divisés entre les fidèles d'Abdel Wahid et ceux de son ancien bras droit, Abdel Charfi...»

En clair, alors que se profile la fin de la saison des pluies, le chaos s'installe. Province soudanaise presque aussi vaste que la France et peuplée de sept millions d'âmes, le Darfour s'attend au pire.

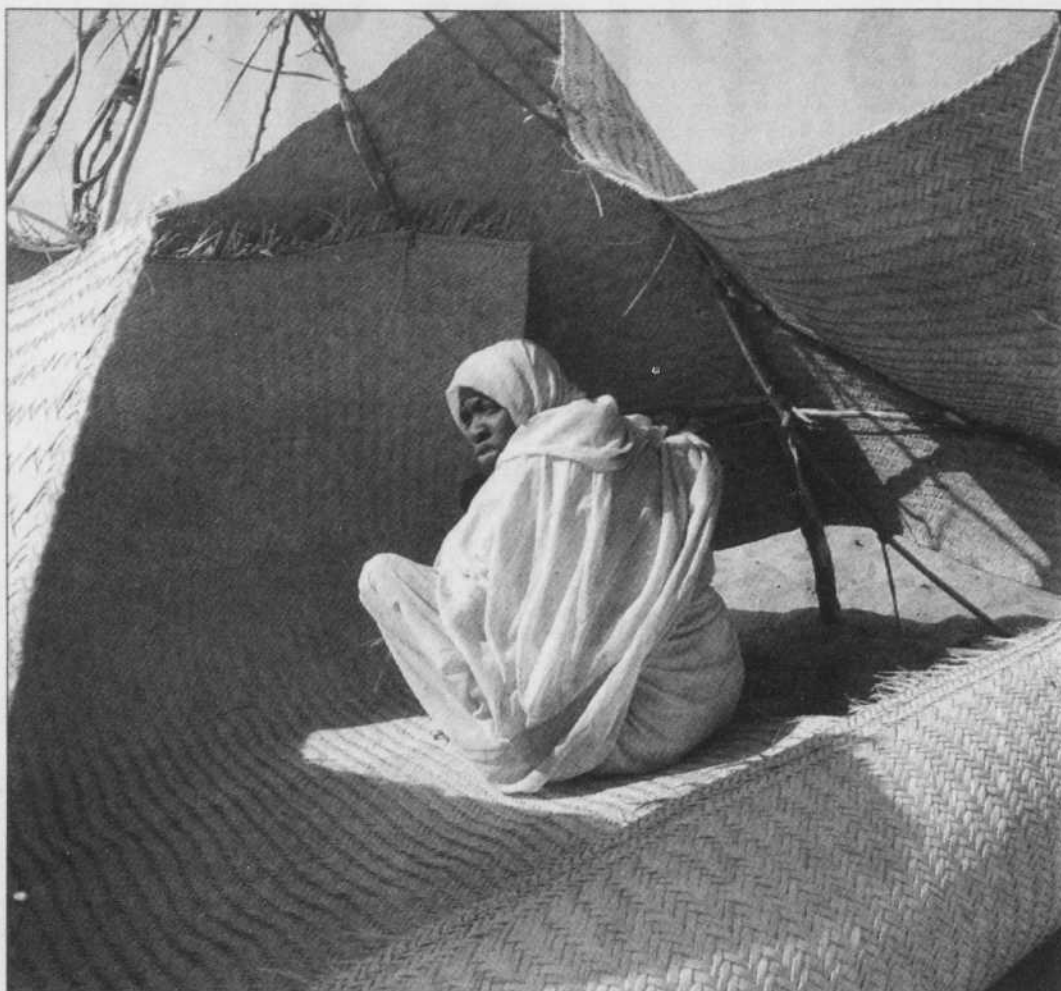
Plus personne ne se soucie de protéger les villageois et les déplacés regroupés dans des camps de fortune. Les dirigeants de l'ALS majoritaire ont d'autres priorités. Depuis qu'il a fait alliance avec Khartoum, Minni Minnawi a été promu «conseiller spécial» du président Omar el-Béchir — suscitant envie et rancœur dans les rangs de ses anciens amis de la rébellion. Sur le terrain, «c'est le chaos», confirme un diplomate européen. Entre les signataires d'Abuja et les récalcitrants, entre les guérilleros repentis et les rebelles endurcis, de nouveaux clivages se font jour. Attaques et représailles se multiplient. Les 7000 soldats de l'Union africaine regardent faire, sans bouger. Devant cette situation, le Conseil de sécurité des Nations unies a voté, le 31 août, l'envoi de Casques bleus sur le terrain. Mais Khartoum n'en veut pas, et le déploiement de soldats de la paix semble de plus en plus improbable.

De fait, en dehors des grosses agglomérations, souvent tenues par les forces gouvernementales, la majeure partie de la province a été déclarée, du fait de l'insécurité croissante, zone interdite par les organisations humanitaires. Du jamais vu depuis le début du conflit. Après avoir été mis dans l'impossibilité de cultiver leurs champs, à cause des raids djandjaouids, plusieurs centaines de milliers de Soudanais sont donc désormais privés de secours.

Zone interdite

Le gouvernement vient par ailleurs d'envoyer de puissants renforts militaires à Nyal et, surtout, à El-Fasher. Cette décision présage-t-elle de nouveaux massacres qui pourraient, cette fois, être perpétrés à plus grande échelle et à huis clos? Les menaces à l'encontre de la presse étrangère et les sanctions récemment infligées par Khartoum aux organisations humanitaires peuvent le laisser craindre.

«On ne peut même plus aller dans la zone où je travaillais il y a encore six mois: autour du village de Korma, les gars de l'ALS se tapent dessus», témoigne Claire Allard, restée en poste dans la région d'El-Fasher de juillet 2005 à mars 2006. Responsable de l'aide alimentaire au sein de l'ONG française Action contre la faim (ACF), la jeune femme est arrivée à Gereida le 1^{er} juin. A peu près en même temps que les nouveaux déplacés du Darfour sud qui fuyaient les djandjaouids



JOSÉ CENDON REUTERS

Une Soudanaise de Labado se protège du vent à son arrivée au camp Kalma.

Petite ville oubliée de 20 000 âmes, Gereida a poussé et enflé sous l'afflux des rescapés de la brousse. En deux ans, elle est devenue le plus grand camp de déplacés du monde. Près de 130 000 personnes tentent aujourd'hui d'y survivre. Avec seulement six ONG, dont le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Oxfam et ACF, chargées de parer au plus pressé, c'est-à-dire apporter nourriture, eau potable et un minimum de soins médicaux. «Il y a au moins un facteur de stabilité, relève l'impavide employée locale d'ACF: presque tous les déplacés sont des Massalits. S'ils étaient d'origines diverses, comme au camp de Kalma, dans l'ouest de la province, ça aurait déjà explosé.»

Gereida est désormais une île, posée dans la campagne verte et vide, où les civils, sans armes, n'osent guère s'aventurer. Une prison à ciel ouvert, comme sont en passe de le devenir la plupart des villes du Darfour.

Abugasim Jibril Ibrahim, l'homme le plus riche de Gereida, s'alarme. «Il faudrait qu'on puisse se défendre nous-mêmes, puisque personne ne nous protège. Il nous faudrait des armes!», martèle-t-il. Assis sur un sommier de cordes tressées posé à même la rue, à l'ombre d'un arbre, Abugasim, la soixantaine avancée, est vêtu d'une djellaba blanche et d'un turban traditionnel. Il porte des chaussettes grises qui tirebouchonnent et des sandales en plastique. Une béquille est posée près de lui. Il a été blessé en avril par des djandjaouids sur la route reliant Nyal à Gereida. Avant le conflit, il possédait un troupeau de 150 vaches, des terres, des boutiques, des entrepôts et des camions. «Je suis resté prospère parce que j'avais fait des stocks d'acier et de machines», explique-t-il. De son troupeau, razzia, il ne reste rien.

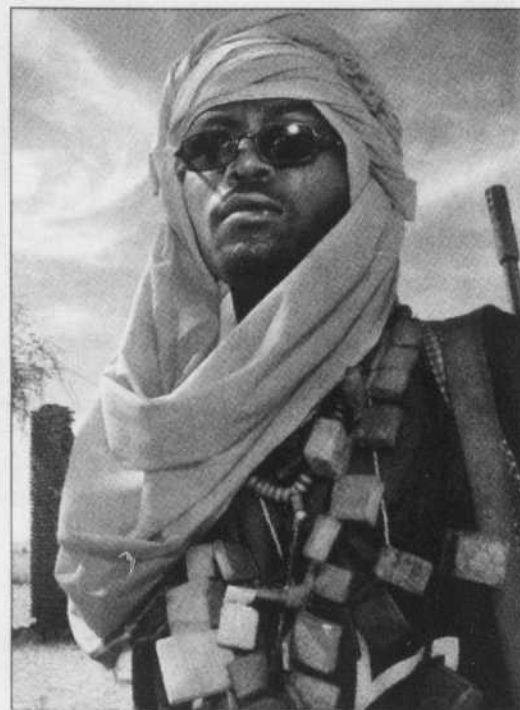
«Le Darfour est pauvre, poursuit-il. La seule richesse vient de la route et du commerce. Mais on ne peut plus bouger: les pistes ne sont pas sûres. Tant que les ONG sont là, ça va, ajoute-t-il. Mais il faudrait que l'ONU se dépêche d'envoyer ses soldats. Dites-leur que c'est urgent. Si les djandjaouids entrent dans la ville, qui va les arrêter?» Natif de Gereida et commerçant lui aussi, Fakhir Adeem Moussa est chargé de collecter l'impôt versé à l'ALS par les marchands de la ville. «Quinze millions de livres» chaque mois, dit-il. «Celui qui refuse de payer, ils menacent de le mettre en prison», ajoute le collecteur. La sécurité n'est pas assurée pour autant. «Ce conflit est un très mauvais coup pour les affaires», soupire-t-il. L'un de ses frères a été blessé «par les djandjaouids» et son camion «volé, à deux reprises, par les Fellatas et les Mahedins» — deux tribus «arabes» de la région. Banal.

Nouveau travail

Avant le conflit, Fakhir Adeem Moussa employait une douzaine de personnes. Il lui en reste six, ce qui n'est déjà pas si mal. Car toutes les cartes sont bouleversées. Tandis que certains natifs de Gereida, pas franchement cossus, sont devenus millionnaires, en louant à prix d'or leur maison aux ONG étrangères, d'autres nantis se retrouvent à la rue — ou pas loin — comme la majorité des déplacés. Aujourd'hui, à Gereida, ce ne sont plus les troupeaux, ni les champs, ni le commerce qui donnent du travail. Le premier employeur est le CICR — qui a embauché plus de 200 «locaux», dont quelques femmes. Oxfam et ACF viennent juste derrière. «Il faudrait qu'elles nous aident à construire des écoles, des hôpitaux, des routes», rêve à voix haute le riche Abugasim.

Quand il était gamin, au début des années 1950, sur les 23 écoles secondaires que comptait le Soudan, une seule se trouvait au Darfour. A la fin 2002, la province ne disposait que de 160 kilomètres de routes goudronnées, percées, non par l'Etat, mais «par la Banque mondiale, dans les années 1970», rapporte Gérard Prunier dans son livre, *Le Darfour, un génocide ambigu* (La Table ronde, 2005). L'ouvrage, qui retrace l'histoire de l'ancien sultanat, donne mille exemples du «sous-développement presque absolu» dans lequel les régimes qui se sont succédés à Khartoum ont maintenu cette lointaine province, jadis base arrière de tous les trafics — notamment d'esclaves.

En ce mois de septembre, à Gereida, où les cases en branchages des autochtones et les huttes bâchées des déplacés ne se distinguent guère, la misère est immense, mais un ordre apparent règne dans



FINBARR O'REILLY REUTERS

Un combattant de l'Armée de libération du Soudan, dans la région d'El-Fasher.

les «quartiers» — formés selon les bourgs et villages d'origine. La machine humanitaire tourne rond. Si tout se passe bien, ACF aura distribué, en dix jours, de quoi nourrir pendant un mois l'ensemble des déplacés. D'ici à novembre, Oxfam espère être capable de distribuer 15 litres quotidiens d'eau potable par personne (contre sept aujourd'hui). Et la clinique du CICR, ouverte en 2004, vogue à son rythme de croisière: 500 à 600 patients sont reçus en consultation chaque jour — chiffre relativement bas, comparé aux 700 consultations des mois «chauds» d'avril et mai 2006, quand les combats battaient leur plein. Les femmes sont les plus nombreuses à venir s'asseoir, avec leurs enfants, sur la natte de la salle d'attente de la clinique dirigée par le docteur Popol Lobo, natif de Kinshasa, le seul médecin, avec son confrère de l'hôpital public (et payant), présent à Gereida. Les infections respiratoires sont les pathologies les plus courantes. Mais les viols, aussi fréquents, à en croire les déplacés, que les attaques de camion ou les vols de bétail, sont rarement pris en compte. «Les femmes ne viennent pas spontanément», reconnaît le médecin congolais.

C'est en allant chercher du bois hors du camp que les femmes, et parfois les enfants, sont le plus souvent agressées. Les hommes, eux, n'y vont pas. «Bien sûr, une femme risque toujours d'être battue ou violée par les djandjaouids. Il arrive qu'ils volent tous les vêtements aussi. Mais c'est plus grave si mon mari y va. Car lui, il risque d'être tué», assure Hanane Ali, sœur du cheikh du «quartier» Dito, répétant ce que toutes les femmes du camp ont appris à dire aux étrangers.

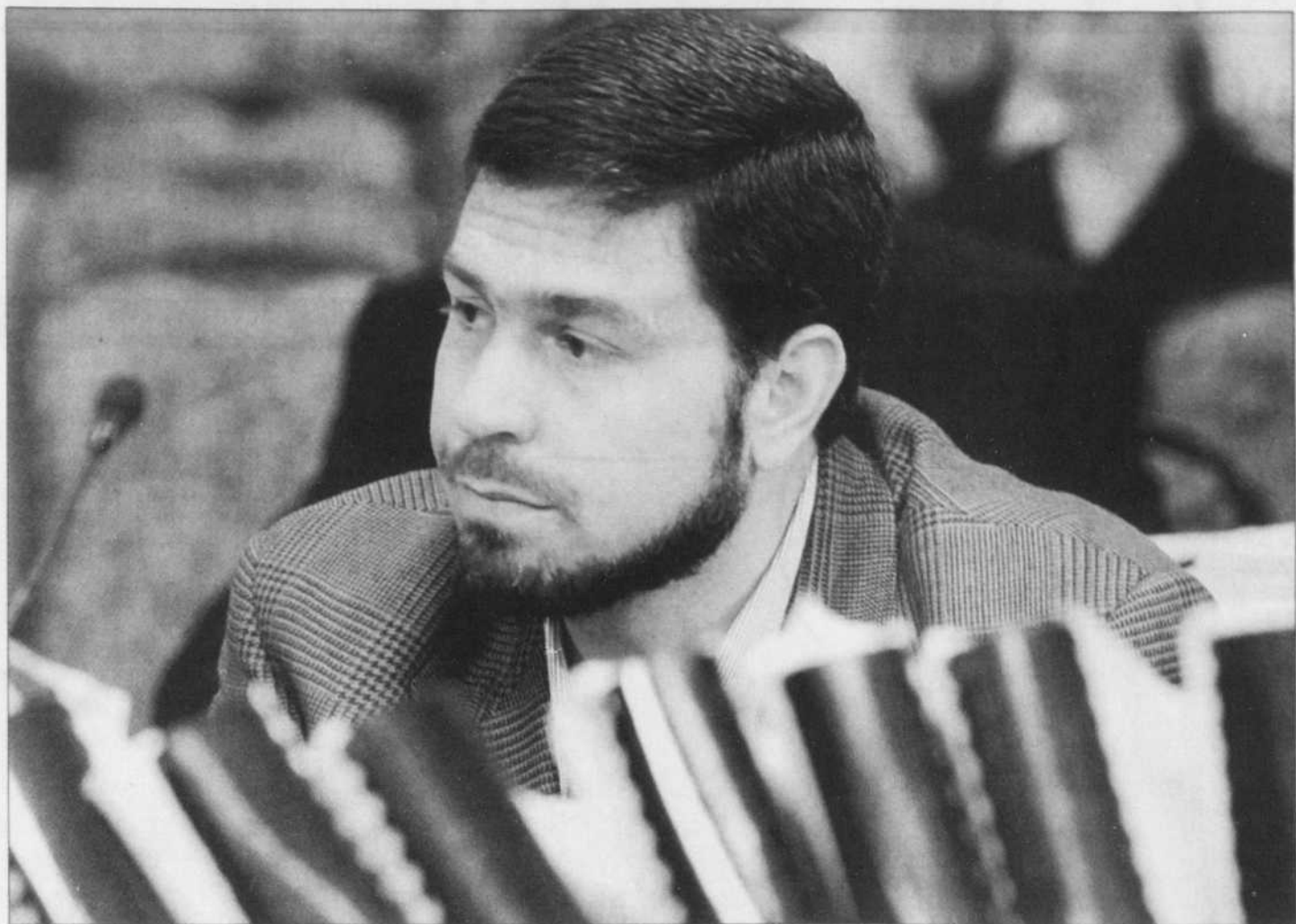
Seules quelques-unes ont accès à un travail salarié. Celui de trieuse de grains, par exemple: il s'agit de récupérer, en utilisant un petit balai de paille, les grains de céréales échappés des gros sacs transportés, à dos d'homme, de l'entrepôt au site de distribution. Certains sont abîmés ou à moitié mangés par les charançons. Il faut les trier, longuement, et mettre les bons grains de côté. Pour ce travail, les femmes sont payées au même tarif que les hommes, embauchés comme journaliers. Toucher de l'argent en échange d'un travail est, pour elles, une révolution.

Quand elle a vu son image dans l'écran de l'appareil photo numérique, Hanane Ali s'est mise à rire. «Un jour, je voudrais bien avoir un poste de télévision. Ou au moins une radio.» En attendant, «attaquée et battue par les djandjaouids» lors d'une sortie avec d'autres femmes, pour chercher du bois, Hanane se plaint. «Ici, on ne se sent jamais en sécurité.»

A Gereida, comme dans les autres villes du Darfour, l'arrivée des ONG — apportant non seulement de l'aide, mais des emplois et de l'argent frais — a bouleversé les ordres anciens sans changer les mœurs. A l'hôpital de la ville, les sages-femmes sont payées 2500 dinars pour l'accouchement d'une fille, 3000 pour un garçon...

Le Monde

PERSPECTIVES



Maher Arar lors des audiences de la commission présidée par le juge Dennis O'Connor, en mai.



Michel David

La question de Ken Dryden

Sur le plan médiatique, l'affaire Wong n'aura sans doute pas l'impact des images d'organistes piétinant rageusement le fleurdelisé, qu'on a revues des dizaines de fois à la télévision. La comparaison qu'André Boisclair a faite avec l'incident de Brockville demeure néanmoins très valable. Surtout après la caution que la direction du *Globe and Mail* a donnée aux élucubrations de sa journaliste-vedette. Même avec le passage du temps, un fond d'amertume subsistera.

Certes, Mme Wong n'est ni la première ni la dernière à écrire des âneries, même si les siennes atteignent un sommet dans le *Quebec bashing* dont quelques histrions de la presse canadienne-anglaise ont fait leur spécialité. D'ailleurs, nous avons nous aussi nos *crackpots*. On ne s'attendait cependant pas à voir le plus prestigieux quotidien du ROC se joindre au groupe.

Remarque, on devrait à peine se surprendre que l'éditorial du *Globe* qualifie de «*petit tumulte*» la réaction provoquée par le texte de Mme Wong. Vu de là-bas, tout ce qui vient du Québec semble petit, voire risible. Tiens, pourquoi ne pas en rire? Après tout, elle nous a simplement accusés de fabriquer en série des meurs fous!

«*Pourquoi devrions-nous présumer que les propos de Wong représentent autre chose que sa propre vision dégradante?*», demandait hier l'ancienne ministre Sheila Copps dans la chronique qu'elle signe dans *Le Journal de Montréal*. Pourquoi, pensez-vous, chère collègue?

Oui, je sais, il y a aussi le député conservateur de Charlesbourg-Haute-Saint-Charles, Daniel Petit, qui a tenu des propos rejoignant ceux de Mme Wong. La veille, il avait voté en faveur de la motion de la Chambre des communes blâmant la journaliste, mais depuis quand demande-t-on aux députés de savoir pour quoi ils votent? Peut-être avait-on sous-estimé les problèmes d'intégration des immigrants à Charlesbourg?

Ce qui est peut-être le plus choquant, voire le plus décourageant, c'est de voir le *Globe* accepter sans la moindre discussion la prémisse de sa journaliste. Il

tient lui aussi pour un fait indiscutable que le Québec a des «*politiques d'exclusion*» (c'est-à-dire la Charte de la langue française). Dès lors, la seule question est donc de savoir si ces politiques peuvent rendre certaines gens dingues au point de les amener à massacrer leurs congénères.

Exclusion de quoi, au juste? Dans le Québec francophone, tout le monde ou presque s'accorde au contraire à voir dans la loi 101 une politique d'inclusion à la communauté francophone, sans laquelle elle se noierait à coup sûr dans la mer anglophone qui l'entoure.

Depuis des décennies, tout le débat sur la «*société distincte*» ou la «*nation*» québécoise porte précisément sur le droit du Québec à affirmer sa différence au sein de la fédération. C'est même cette possibilité qui justifie aux yeux de la plupart des fédéralistes québécois le choix de demeurer canadiens.

À la veille du référendum d'octobre 1995, des dizaines de milliers de Canadiens étaient venus à Montréal dire combien ils nous aimaient. Apparemment, notre différence contribuait à l'enrichissement du Canada. De quelle «*exclusion*» parle-t-on aujourd'hui? Affirmer la différence québécoise exclurait-il l'adhésion au Canada et à ses valeurs?

Dans une entrevue accordée à *La Presse* en août 2001, Jan Wong avait défendu le principe du libre choix de la langue d'enseignement en faisant valoir que «*la préservation de la culture, c'est bon pour les musées*». Ce n'est surtout pas l'affaire des gouvernements.

Il est vrai que la valorisation des droits individuels est profondément inscrite dans la pensée libérale anglo-saxonne depuis John Locke. C'est pourtant au nom de la préservation de leur «*communauté*» que les Anglo-Québécois réclament le retour au libre choix. Faudrait-il une politique d'exclusion des immigrants de la majorité francophone au profit de la minorité anglophone?

À la lecture de l'éditorial du *Globe*, on en arrive à désespérer de voir le ROC comprendre un jour *what Quebec wants* ou simplement tenter de comprendre. Bien entendu, il faut se garder de généraliser, car il y a bien quelques exceptions. Le collègue Graham Fraser, du *Toronto Star*, qui succédera bientôt à Dyane Adam au poste de commissaire aux langues officielles, en est une.

L'ancien gardien de but du Canadien, Ken Dryden, en est une autre. Dans le dernier numéro du magazine *Maclean's*, il fait part des réflexions que lui a inspirées son séjour à Montréal dans les années 70.

«*Si j'avais grandi comme francophone au Québec, j'aurais éprouvé du ressentiment en voyant que le contrôle de ma destinée ne m'appartenait pas. J'aurais été très fier de tout ce qu'aurait accompli un Québécois francophone. Quand j'aurais été assez âgé pour faire quelque chose pour mon chez-moi, ma langue, ma vie, j'aurais essayé. Ce que je ne sais pas, c'est si j'aurais essayé en tant que fédéraliste ou en tant que souverainiste*», explique-t-il.

À Toronto, où M. Dryden a grandi, «*on ne savait pas grand-chose de la vie au Québec, de ce que cela signifiait de vivre en français sur un continent anglophone*». Jan Wong, elle, a grandi à Montréal, mais elle semble ne s'être jamais posé la question.

Il est vrai qu'elle étudiait en Chine quand M. Dryden a débarqué dans la métropole, à 23 ans, un mois avant la Crise d'octobre. Il se souvient aussi qu'au moment où il disputait la victoire aux Blues de St. Louis, dans le vieux Forum, le 15 novembre 1976, le PQ célébrait la sienne au Centre Paul-Sauvé.

«*Je pense que la question pour les Québécois, pour nous tous, est et sera toujours: sommes-nous mieux de demeurer ensemble? Avons-nous un avenir ensemble?*» Quand il aura enterré ses ambitions de devenir premier ministre du Canada, M. Dryden pourrait peut-être faire œuvre utile au *Globe and Mail*.

mdavid@ledevoir.com

Qui va dompter la GRC?

La police fédérale n'a pas tiré toutes les leçons des rapports des commissions Keable et McDonald, dans les années 80

L'affaire Arar a mis la Gendarmerie royale du Canada (GRC) sur la défensive cette semaine. Durement blâmée par le juge Dennis O'Connor dans son rapport final, la police fédérale a prouvé — une fois de plus — qu'elle n'a pas la maturité nécessaire pour faire la collecte de renseignements. C'est pourtant une nécessité dans un monde en guerre contre le terrorisme.

BRIAN MYLES

Dans les 1400 pages du rapport O'Connor sur l'affaire Arar, il y a de ces petits détails qui ne s'oublient pas, révélateurs à la puissance dix des dysfonctions de la GRC. Ainsi en est-il du témoignage d'un de ses inspecteurs, Michel Cabana. Il ne s'est pas formalisé outre mesure que les États-Unis expulsent Maher Arar vers la Syrie sur la base d'informations inexactes et incendiaires transmises par la police fédérale. Et pourquoi? Tout simplement parce que l'ingénieur de 36 ans allait se retrouver dans les prisons d'un pays partageant «*des valeurs communes*» avec le Canada.

Quiconque s'intéresse un tant soit peu à la politique étrangère sursaute devant une telle affirmation. Les traditions démocratiques de la Syrie sont pour le moins chancelantes, et la répression frappe autant les personnalités politiques que la presse libre et la société civile.

Quand on connaît la suite de la triste histoire de Maher Arar, la stupeur cède la place à la colère, voire à la honte. Arar, un père de famille qui n'avait pas l'ombre du début d'un lien avec al-Qaïda ou tout autre groupuscule terroriste, a été battu, torturé et emprisonné pendant près d'un an dans une cellule pas plus grande qu'un cercueil.

Des valeurs communes, disait-on. Selon le criminologue Jean-Paul Brodeur, professeur à l'Université de Montréal, le commentaire de l'inspecteur Cabana est tout simplement «*in-vraisemblable*» de la part d'un officier de police chargé de recueillir des renseignements sur la menace terroriste.

Inculture

À cet égard, la GRC n'a pas tiré toutes les leçons des rapports des commissions Keable et McDonald, au début des années 80, au sujet des opérations illégales menées par la police fédérale pour contrer le Front de libération du Québec (FLQ) et, par effet d'amalgame malsain, tous les souverainistes un peu trop volubiles. Dans les attitudes des policiers fédéraux, il y avait à la base une profonde méconnaissance de l'étendue des mouvements souverainistes et de leur dangerosité, réelle ou imaginée. «*Ils étaient d'une inculture qui avait quelque chose de terrifiant*», se rappelle M. Brodeur. Ils ressemblaient à s'y méprendre aux policiers de la Sûreté du Qué-

bec sous Duplessis, c'est-à-dire des bras. Ils n'avaient absolument pas la culture politique et la culture générale que les policiers doivent avoir pour faire du renseignement.

Dans l'affaire Arar, c'est le même constat. «*Le leitmotiv là-dedans, c'est l'incapacité des services de police de faire du renseignement de sécurité*», explique M. Brodeur. «*Pour les corps policiers, le renseignement, ce n'est pas vraiment une priorité*».

Cela étant, il ne faut pas voir dans l'affaire Arar une répétition des événements des années 70. «*Les déviations sont différentes. Les commissions Keable et McDonald ont mis en lumière des déviations de comportement, de fonctionnement. Les policiers de la GRC faisaient des "dirty tricks". Dans l'affaire Maher Arar, c'est une déviation du renseignement qui est en cause. Bien sûr, cette déviance a conduit à un "dirty trick" terrible, soit l'extradition par les États-Unis de Maher Arar vers un pays pratiquant la torture*», précise Jean-Paul Brodeur.

M. Brodeur est en terrain connu. Il a été le directeur de recherche de la commission Keable, qui a amorcé ses travaux en 1977. Loin de banaliser la gravité de l'affaire Arar, il se permet une petite mise en contexte. Dans l'affaire Arar, le renseignement a été manipulé, faussé, sans que des crimes soient commis par des enquêteurs ignares et incompétents. Dans les années 70, des agents provocateurs de la GRC, obnubilés par la traque aux fel-

quistes, ont cambriolé l'Agence de presse libre du Québec, subtilisé la liste de membres du Parti québécois, posé des bombes, incendié des granges, épié le courrier de plus de 800 citoyens, volé de la dynamite et kidnappé un stagiaire faisant partie de la défense des accusés du FLQ.

Cette sinistre performance a mené la commission McDonald à conclure que le service de sécurité de la GRC avait échappé «*à tout contrôle*» dans les années 70. Les basses œuvres commises par la GRC au Québec sont à l'origine de la création du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), en 1984. C'est à cette agence civile, sans pouvoirs d'arrestation ou d'enquête, que la cueillette de l'information «*sensible*» a été confiée. Les attentat du 11 septembre 2001 devaient tout changer.

L'obsession terroriste

Le rapport O'Connor lève en partie le voile sur le vent de panique qui a balayé le Canada aux lendemains du 11-Septembre. Les enquêteurs évoluaient sous pression, avec l'urgence de trouver des terroristes au Canada.

Des enquêteurs qui «*manquaient d'expérience et de formation dans la conduite d'enquêtes touchant la sécurité nationale*», selon les termes du juge O'Connor, sont devenus responsables d'une cellule d'enquête sur Abdullah Almalki, soupçonné d'appartenir à al-Qaïda.

Pour avoir marché sous la pluie avec Almalki et discuté avec lui, Arar est devenu «*une per-*

sonne cible». Son nom est apparu à Ottawa dans un diagramme portant sur les complices de Ben Laden, fourni aux Américains avec d'autres mensonges éhontés. Arar se serait trouvé dans les environs de Washington le 11 septembre 2001, aurait refusé d'être interrogé et aurait quitté brusquement le pays après ce refus. Autant de faussetés livrées par la GRC aux Américains, avec le résultat que l'on sait.

La GRC n'est pas le seul service de police à connaître cette faillite institutionnelle. Aux États-Unis, le FBI et la CIA ont été montrés du doigt pour leur incapacité à recueillir l'information, à la partager et, en définitive, à anéantir la force de frappe des terroristes. Dans un rapport minoritaire du Comité d'enquête du Congrès sur les attentats du 11 septembre 2001, le sénateur républicain Richard Shelby (Alabama) avait souligné l'insurmontable incapacité des services de police traditionnels, axés sur la répression du crime, de recueillir des renseignements.

Selon Jean-Paul Brodeur, l'origine du malaise se trouve dans la culture policière, dominée par «*la tyrannie du "case file"*». «*Les policiers font carrière dans ce métier parce qu'ils veulent de l'action. [...] La culture policière, c'est une culture d'action*». Sauf que la lutte contre le terrorisme a changé la donne. Elle contraint au recyclage d'agents «*opérateurs*», habitués de travailler à la résolution d'un crime, en «*unités de savoir*», outillées pour prévenir le crime.

«*La culture policière n'est pas encore orientée vers la maîtrise des outils du savoir*», résume M. Brodeur. Le juge O'Connor n'a pas dit son dernier mot. Dans le deuxième volet de son rapport, dont le dépôt est prévu d'ici la fin de l'année, il formulera des recommandations au sujet de la création d'un mécanisme d'examen indépendant portant sur les activités de la GRC dans le domaine de la sécurité.

Déjà, il propose de reconfirmer la GRC dans le rôle qui lui avait été dévolu à la suite de la commission McDonald, soit de s'acquitter de son mandat de service policier, et de laisser au SCRS le soin de colliger du renseignement. «*Je crois fermement que la distinction entre le travail policier et le renseignement de sécurité doit être rétablie, respectée et préservée*», estime le juge O'Connor.

La GRC ne sortira pas totalement du champ du renseignement pour autant. Son mandat ne lui dicte pas d'attendre qu'un acte terroriste soit commis avant d'agir et englobe les enquêtes sur les complots, les tentatives et les incitations aux crimes graves. Le juge O'Connor encourage même la police fédérale à développer ses activités de renseignement. Reste à voir comment elle s'acquittera de cette responsabilité maintenant que ses mensonges, ses tentatives d'étouffer la vérité et ses manifestations d'incompétence crasse sont étalées grâce à l'enquête sur l'extradition de Maher Arar.

Une idée émerge dans les cercles de réflexion sur la communauté du renseignement, soit profiter du rapport O'Connor pour créer un seul organisme de surveillance public de toutes les agences concernées par la sécurité nationale. Surveiller la police, la forcer à rendre des comptes: il s'agit de l'ultime leçon à tirer de l'affaire Arar.

Le Devoir

VOITURE

SUITE DE LA PAGE B 1

Déjà, Montréal va de l'avant, précise M. Lavalée, citant l'ouverture imminente du métro à Laval, la modernisation du métro, l'annonce de la réouverture d'une voie réservée boulevard Pie-IX ou encore celle d'un train de banlieue vers l'Est.

Cette expansion du transport en commun risque d'être concurrencée par un nouveau lien

autoroutier vers Laval à l'est, si Québec persiste à construire le pont de la 25. Le projet fait pourtant presque l'unanimité contre lui sur l'île.

«*Ce n'est pas vrai qu'on peut faire une chose et son contraire. Si on fait une autoroute [la 25] et qu'on développe le transport en commun dans l'Est, les gens vont prendre l'auto*», tonne M. Guibault.

Selon les évaluations du Bureau d'audiences publiques en environnement, le pont de la 25

soutiendrait environ 3000 usagers du transport en commun pour les ramener vers le réseau routier.

«*Cela donne le signal aux gens qu'ils peuvent revenir à leurs anciennes habitudes. Dès qu'on construit de nouvelles infrastructures routières, elles deviennent engorgées après quelques années*», soutient André Porlier.

Le Devoir

É D I T O R I A L

Un ton et un accent conservateurs

Lorsque le premier ministre Paul Martin a procédé, au début de 2005, à une refonte majeure de la politique extérieure du Canada, la chose fut à peine remarquée hors des cercles de spécialistes. Pourtant, depuis quelques mois, les questions internationales sont tout en haut de la liste des préoccupations des Canadiens, qui s'étonnent de l'activisme du gouvernement Harper et des orientations qu'il semble prendre en ce domaine. Agit-il vraiment différemment des gouvernements précédents?

L'attention que le premier ministre Stephen Harper accorde aux questions internationales est pour une part le fruit des circonstances. Le jour de son assermentation, plusieurs dossiers en attente de règlement l'attendaient. Cela allait du conflit sur le bois d'œuvre au renouvellement du matériel de défense en passant par la place du Québec à l'UNESCO. Puis, il y eut cette guerre entre le Hezbollah libanais et Israël, qui fut l'occasion d'un commentaire controversé et d'une laborieuse opération de rapatriement de milliers de citoyens canadiens du Liban.

Mais il n'y a pas eu que les circonstances. Il y a aussi eu une volonté de M. Harper de faire des questions internationales un axe majeur de l'action de son gouvernement. En témoignent l'engagement militaire en Afghanistan, qu'il a renouvelé pour une période supplémentaire de deux ans, et la relance, sur des bases nouvelles, des relations avec les États-Unis.

Les Canadiens ont été d'autant plus surpris de cette attitude que rien n'indiquait qu'il en serait ainsi lorsque le Parti conservateur a été porté au pouvoir. La campagne électorale avait presque complètement laissé de côté les questions internationales, ce qui correspondait bien à l'orientation prise au cours de la décennie précédente par les gouvernements Chrétien et Martin, consistant à se concentrer avant tout sur les enjeux de politique intérieure.

Au-delà de l'étonnement, il faut se réjouir de voir le gouvernement Harper redonner davantage de prééminence au rôle international du Canada. Il y a une volonté nouvelle «de jouer un grand rôle dans les dossiers mondiaux», que le premier ministre a clairement affirmée lors d'un discours prononcé mercredi devant l'Economic Club de New York. La situation exceptionnelle du Canada, que lui vaut sa stabilité politique et économique, lui permet d'être un acteur important, d'être de retour sur la scène internationale et d'apporter sa contribution, a-t-il fait valoir.

Si, en cela, le gouvernement Harper se démarque de ses prédécesseurs, reste à savoir si les orientations qu'il prend sont bien différentes. Apparemment non, puisque déjà les libéraux avaient engagé le Canada en Afghanistan, tout comme ils avaient accru l'appui à Israël. Il y a toutefois une différence de ton et d'accent qui ressortait clairement dans ce discours prononcé à l'Economic Club, tout comme dans son intervention devant l'Assemblée générale des Nations unies, jeudi. Dans un cas comme dans l'autre, l'essentiel de son propos a porté sur les questions sécuritaires, et ce n'est qu'au passage qu'il a renouvelé l'engagement du Canada envers l'action multilatérale en disant que «la mission de l'ONU est la mission du Canada». Un ton et un accent indubitablement conservateurs.

Ces deux discours ont eu le mérite d'éclairer quelque peu les orientations du gouvernement Harper. Demeurent toutefois d'importantes zones d'ombre qu'il faudra éclaircir. Il n'est peut-être pas nécessaire de revoir la politique extérieure qu'a adoptée le gouvernement de Paul Martin, mais une mise à jour s'imposerait compte tenu de l'importance que prennent les questions internationales dans le débat public. On le fait chaque année pour les questions économiques et financières, pourquoi ne le ferait-on pas pour la politique étrangère du Canada? Contrairement à la dernière, celle-ci sera au cœur de la prochaine campagne électorale, et il nous faut avoir les éléments pour juger de l'action de ce gouvernement.

bdescoteaux@ledevoir.ca

Fragile Musharraf

George W. Bush a encore répété hier en conférence de presse à la Maison-Blanche en présence de Pervez Musharraf que le président pakistanais était un allié «solide» dans la lutte contre le terrorisme. Rien n'est plus loin de la vérité. S'accrochant au pouvoir à Islamabad, M. Musharraf est contesté par une opposition interne hétérogène: celle des partis islamistes, de l'opposition démocratique, des autonomistes baloutches et même de l'armée. Sous les pressions de Washington pour qu'il sévise contre les extrémistes islamistes qui opèrent à la frontière avec l'Afghanistan, le général est prisonnier d'une contradiction à laquelle il survit laborieusement compte tenu du fort sentiment d'empathie qu'éprouvent pour les talibans de larges segments de la société pakistanaise.

Signe de sa vulnérabilité, M. Musharraf a révélé jeudi que, dans la foulée immédiate du 11-Septembre, Washington avait menacé de bombarder le Pakistan si d'aventure il osait refuser de participer à la guerre contre le terrorisme. Et que c'est «pour le bien de la nation» qu'il a cédé aux injonctions américaines. On suppose qu'il a calculé par cette déclaration pouvoir apaiser ses détracteurs et lancer le message qu'il prend ses distances de M. Bush. Stratégie oiseuse. Etant donné la méfiance qu'il inspire sur tous les fronts, le risque est que ses propos, qui sont de l'huile sur le feu de l'antiaméricanisme pakistanaise, croqueront sa fragilité.

Du reste, qu'avait besoin Washington de menacer le Pakistan de le renvoyer à «l'âge de pierre»? Un des trois seuls pays à avoir reconnu le régime taliban à Kaboul avant son renversement, le Pakistan se sera surtout laissé amadouer, quoi qu'en dise M. Musharraf, par la décision de la Maison-Blanche de lever les sanctions économiques imposées contre ce pays en 1998 sous l'administration Clinton et de fournir à son armée des équipements militaires à hauteur de centaines de millions de dollars.

En réalité, les Américains sont frustrés par l'incapacité de l'armée pakistanaise de contrôler le flot de talibans et de militants d'al-Qaïda qui passent la frontière pour aller se battre en Afghanistan. Aussi donnent-ils des signes d'impatience à l'endroit du «pivot» qu'est censé représenter le régime Musharraf dans la guerre contre le terrorisme. Le déploiement de dizaines de milliers de soldats pakistanais n'a pas endigué les passages transfrontaliers aux Waziristan nord et sud, deux provinces largement aux mains des militants islamistes protalibans. En réaction, le président Bush a ouvert la porte cette semaine, ce qui déplaît souverainement à Islamabad, à des opérations militaires américaines en sol pakistanaise.

Washington a pris le parti, et paie le prix, d'une réaction étroitement militaire aux attentats du 11-Septembre, faisant l'impasse, au Pakistan comme en Irak, sur les dynamiques sociales internes. Pendant ce temps, Pervez Musharraf a multiplié pour survivre les gestes conciliants à l'égard des partis religieux. À petits pas, le Pakistan donne des signes de talibanisation.



Bernard Descôteaux

KARZAÏ EN VISITE AU CANADA PENDANT LA JOURNÉE «EN VILLE SANS MA VOITURE»



GARNETTE 2006-09-23

L E T T R E S

Arar 1, Pauline Julien 0

Maher Arar a été victime de profilage racial: avec ses allures de Proche-Orient, ne pouvait-on pas en effet le soupçonner de faire partie d'un réseau terroriste? En conséquence, il a perdu ses droits et a été traité de la manière que l'on sait. Heureusement, l'État canadien vient de reconnaître son erreur. Chapeau!

À leur époque, Pauline Julien, Gaston Miron — et tant d'autres — ont été victimes de profilage politique: avec leurs chansons et leurs poèmes, ne pouvait-on pas en effet le soupçonner d'accointances terroristes? Ils perdirent donc leurs droits et furent traités comme on le sait: fouilles, prison, humiliation... Cela s'est passé il y a plus de 30 ans, mais l'État canadien n'a toujours pas reconnu son erreur. Pourquoi?

Guy Bouthillier
Outremont, le 20 septembre 2006

La loi du Québec

Il existe de ces lois qui cherchent à résumer succinctement un phénomène complexe. Il y a par exemple la loi de Moore, qui formule que la puissance des microprocesseurs double tous les 18 mois. Cette loi n'a pas encore été prise en défaut. Sur Internet, il existe la loi de Godwin, qui avance que plus une discussion sur un forum de discussion se prolonge, plus la probabilité qu'un participant fasse une comparaison boiteuse avec les nazis ou Hitler s'approche de 1. Cette loi a été vérifiée un nombre incalculable de fois.

C'est en réfléchissant à l'ignoble article de Jan Wong, publié par le *Globe and Mail*, que m'est venu à l'esprit l'idée d'énoncer une loi qui résumerait le phénomène apparemment sans fin de

Quebec bashing qui prévaut dans la presse du Canada anglais. M'inspirant de la loi de Godwin, j'avance donc ainsi la loi de la couverture du Québec par la presse canadienne-anglaise: plus la presse du Canada anglais couvre un événement au Québec, plus la probabilité qu'un de ses journalistes trouve le moyen de blâmer la loi 101 ou les séparatistes s'approche de 1.

Robert Mainville
Lorraine, 20 septembre 2006

Précisions

Nous aimerions revenir sur votre éditorial du 21 septembre, dans lequel vous faites référence au rôle de gouverneur général, et apporter quelques précisions.

Sachez que l'appui que la gouverneure générale Michaëlle Jean accorde publiquement aux membres des Forces armées canadiennes en Afghanistan ne met aucunement en question sa neutralité quant aux politiques, actions ou déclarations du gouvernement, pas plus que son devoir de réserve. En fait, ce que la gouverneure générale, qui est aussi commandante en chef du Canada, exprime en réponse à des questions que des journalistes lui posent n'a d'autre objectif que de soutenir moralement nos troupes et de reconnaître la valeur de leur travail dans une région trouble et dangereuse du monde. Il est de sa prérogative de souligner ouvertement la hauteur de la mission qui leur est confiée depuis 2002 en Afghanistan. En vertu de sa responsabilité constitutionnelle, la gouverneure générale est la mieux placée pour faire valoir le rôle que jouent ces soldats dans le cadre des engagements pris par le Canada sur la scène internationale. Elle estime aussi que leurs nombreux sacrifices et ceux de leurs familles et

de leurs proches sont dignes de mention. Je vous remercie d'avoir attiré l'attention de vos lecteurs sur ces questions et, par le fait même, de nous permettre de clarifier un des aspects de la fonction de gouverneur général.

Sheila-Marie Cook
Secrétaire du gouverneur général
et chancelière d'armes

Le retrait du sage

On ne peut que rendre hommage au professeur Georges Leroux, une des grandes figures philosophiques au Québec, qui a récemment donné son dernier cours à l'UQAM après plus de 37 ans d'enseignement et d'intellectualisme engagé dans sa société. Tous ceux qui ont la chance de le connaître savent à quel point il est désireux de débattre des problèmes contemporains en s'inspirant de penseurs comme Platon, Plotin, Patocka, Klibansky, Foucault ou Arendt. C'était d'ailleurs toujours dans le feu de l'action qu'il fallait prendre toute la mesure de l'homme; on voyait alors un magicien qui, à chaque occasion, réussissait à délier les noeuds de la pensée tout en y insufflant une vie nouvelle. Fin renard (*polyméthès*, tel Ulysse), inspirant, érudit, généreux et aimé de ses étudiants (lauréat d'un prix pour la qualité de son enseignement), il était surtout, lorsque les maîtres de sagesse se font encore plus rares que les véritables savants, le philosophe qui — comme les penseurs grecs depuis Socrate, qui demeurent pour nous si vivants grâce à lui — défendait la *sophrosuné* antique au cœur de la cité, la sagesse par laquelle le natal grec devait parler.

Martin Marier
Septembre 2006

REVUE DE PRESSE

Triste semaine

mieux, le bilan met au jour une incompétence crasse. Au pire, il suggère une ardeur excessive à vouloir plaire à ses maîtres politiques, voire une politisation [de la GRC]. De l'avis de Coyne, il est grand temps que la GRC fasse le ménage, à commencer par le bureau du commissaire.

Le *Winnipeg Free Press* conclut pour sa part que «cette honteuse mise en accusation des services de sécurité canadiens établit clairement que l'ennemi d'Arar n'était nul autre que nous-mêmes». C'est sur la base du portrait complètement erroné d'Arar, dressé par la GRC, que les Américains ont agi, bien que cela ne les excuse pas non plus. Une fois en Syrie, Arar n'a pas pu bénéficier d'une défense cohérente de la part des autorités canadiennes. Et quand il a été libéré, il a dû faire face à une campagne de désinformation sur sa personne, orchestrée par la GRC elle-même. Les responsables, estime le *Winnipeg Free Press*, doivent être punis et Arar compensé.

Un instant...

Les commentaires de Jane Wong sur la fusillade au Collège Dawson ont soulevé un tollé au Québec mais ont fait très peu de vagues à l'extérieur. Ce qui inquiète davantage dans la foulée de ce drame, c'est l'adoption précipitée de mesures inappropriées et le détournement du débat à des fins politiques. On s'égare lorsqu'on se sert de cette tragédie pour défendre ou condamner le registre des armes à feu, écrit le *Vancouver Sun*. Le registre n'a pas pu permettre de prévenir cette violence, mais qu'est-ce qui aurait pu le faire?, demande l'équipe éditoriale. «Cela montre la folie de concevoir des politiques en matière de justice sur la base d'un seul événement, aussi médiatisé et tragique soit-il. Mais il s'agit exactement de ce que font encore et encore les politiciens et le public, à notre plus grand détriment.» Le *Sun* rappelle comment tous les partis ont utilisé la fusillade du Boxing Day, à Toronto, pour promettre des mesures de lutte contre les crimes commis avec des armes à feu alors que le nombre de morts par arme à feu ne cesse de chuter au Canada. Le quotidien affirme que le

registre des armes à feu est lui-même le fruit d'une réaction à un événement dramatique, la tuerie de Polytechnique. «Plutôt que de capitaliser sur la mort d'innocentes victimes lors de tragédies très médiatisées, il est grand temps que les politiciens honorent ces victimes en les laissant reposer en paix et en concevant des lois basées non pas sur la panique mais sur des faits.»

On va s'ennuyer

Le doyen des premiers ministres provinciaux a officiellement annoncé son départ. Ralph, comme l'appellent familièrement les Albertains, partira cet automne, ce qui ne surprend personne, mais on attendait qu'il donne le signal pour s'épancher. En effet, en Alberta, on va s'ennuyer de lui, même si on en avait assez. «À la prochaine, Ralph. Ce fut amusant, très amusant», regrette Tom Olsen, du *Calgary Herald*. Selon lui, son départ annonce la fin de la politique centrée sur la personnalité, car «ce n'est pas seulement ce que Klein a fait qui a marqué mais la façon dont il l'a fait». L'Albertain ordinaire, que Klein appelait affectueusement «Martha et Henry», s'identifiait à lui, relève le *Calgary Sun*, ce qui explique son inébranlable popularité. Coloré, souvent audacieux, candide, terre-à-terre, il réunissait les qualités qui font les vrais leaders, dit le *Sun*. Un des rares leaders à voir son bas départ annoncer sa fermeture en même temps que son départ.

Il fallait y penser...

BAE Systems, un des plus gros fabricants de munitions au monde, passe au vert, lit-on dans le *Calgary Herald*. À l'avenir, les bombes et les balles produites par cette entreprise ne contiendront qu'une quantité infime de produits toxiques et plus aucune trace de plomb. «Les armes seront utilisées, et puisqu'elles le seront, nous tentons de faire en sorte qu'elles soient aussi sécuritaires que possible pour l'utilisateur, de limiter les dommages collatéraux et d'atténuer les effets sur l'environnement», affirme une représentante de l'entreprise. On en ritait si ce n'était pas aussi triste et aussi cynique...

mcornellier@ledevoir.com



Guy Taillefer

IDÉES

Continuons le débat,
il ne fait que commencerJACQUES GODBOUT
Écrivain et cinéaste

Il est assez étonnant qu'une courte entrevue, publiée dans *L'Actualité* du 1^{er} septembre dernier, ait provoqué d'aussi nombreuses réactions, dont certaines quasi viscérales. La mise en page des titres du magazine, qui insistait sur une hypothétique disparition de la culture nationale québécoise en 2076, a sans doute évité à quelques épistoliers le souci de lire mes propos avec attention. D'autres, qui ont su apporter des nuances à mes affirmations, ont déjà enrichi le débat en cours. Je les en remercie.

La dure réalité des chiffres

Personne évidemment ne veut disparaître, mais ce n'est pas moi qui ai inventé le déclin démographique de la nation. Dans dix ans, les citoyens de plus de 65 ans dépasseront en nombre les moins de 20 ans au pays de Maria Chapdelaine. La population du Canada atteindra les 40 millions d'habitants dans 30 ans. Mais au rythme où se côtoient naissances et décès, le Québec ne comptera pourtant alors que quelque huit millions de citoyens. Le poids politique relatif du Québec dans la Confédération sera considérablement réduit.

En tant que «prophète de malheur», j'avais choisi l'horizon de 2076 pour émettre l'hypothèse d'une disparition de la culture franco-québécoise (soit 70 ans, trois générations), mais les démographes refusent de s'avancer aussi loin, les variables étant trop nombreuses. Une seule certitude: les enfants que nous n'avons pas eus ne seront pas à nos côtés. Donner naissance est un choix personnel, le résultat est collectif.

Optimiste, j'avancerais qu'avec une politique nataliste et familiale généreuse comme celle pratiquée en France, par exemple, nous pourrions inverser quelque peu la tendance actuelle. Pessimiste, je dirais que les Canadiens français qu'on dit «de souche» formeront au Québec, avant la fin du siècle, une minorité parmi d'autres. Déjà, dans plusieurs écoles publiques de Montréal, les enfants d'origine étrangère sont majoritaires.

Ce n'est pas grave? Je veux bien, mais j'ai le droit de rappeler que l'ethnie canadienne-française a modelé le paysage, défriché et travaillé la terre puis servi en usine, que c'est elle qui a fondé les villages et les villes que nous habitons, que ce sont ces Canadiens (l'appellation de «Québécois» date de 40 ans à peine) qui se sont battus pour conserver vivante la langue française, créant avec imagination une culture d'Amérique originale.

Une société frileuse?

Au Québec, la mémoire fait problème. On ne s'entend même pas sur la façon d'enseigner notre rapport au passé. L'histoire du Québec appartient pourtant à l'Occident judéo-chrétien; c'est celle du continent américain dans un contexte de guerres coloniales.

Avons-nous encore peur de certains faits? Les Amérindiens ont été les premières victimes de la mondialisation, qui n'est pas une invention récente; la Nouvelle-France n'intéressait pas la mère patrie; les Anglais ont pris en charge le développement économique et scientifique; les Écossais ont créé les infrastructures du Canada; le clergé catholique s'est opposé à un ministère de l'Éducation jusqu'à la Révolution tranquille; nous nous sommes enrichis à l'occasion de la Seconde Guerre mondiale; notre histoire est celle d'un peuple courageux, patient et particulièrement méritant.

L'immigration tranquille

Le titre d'étranger fait aussi problème au Québec. Quand cesse-t-on d'être un étranger? Tout immigré résident permanent («immigrant» est un anglicisme) peut devenir citoyen canadien s'il séjourne 36 mois au pays; nous croyons au droit du sol. Mais une adresse civique crée-t-elle un citoyen? La maîtrise de la langue commune, la connaissance de l'histoire du Québec et le respect des institutions politiques ne devraient-ils pas être un préalable à la citoyenneté, comme cela se pratique dans certains pays d'Europe?

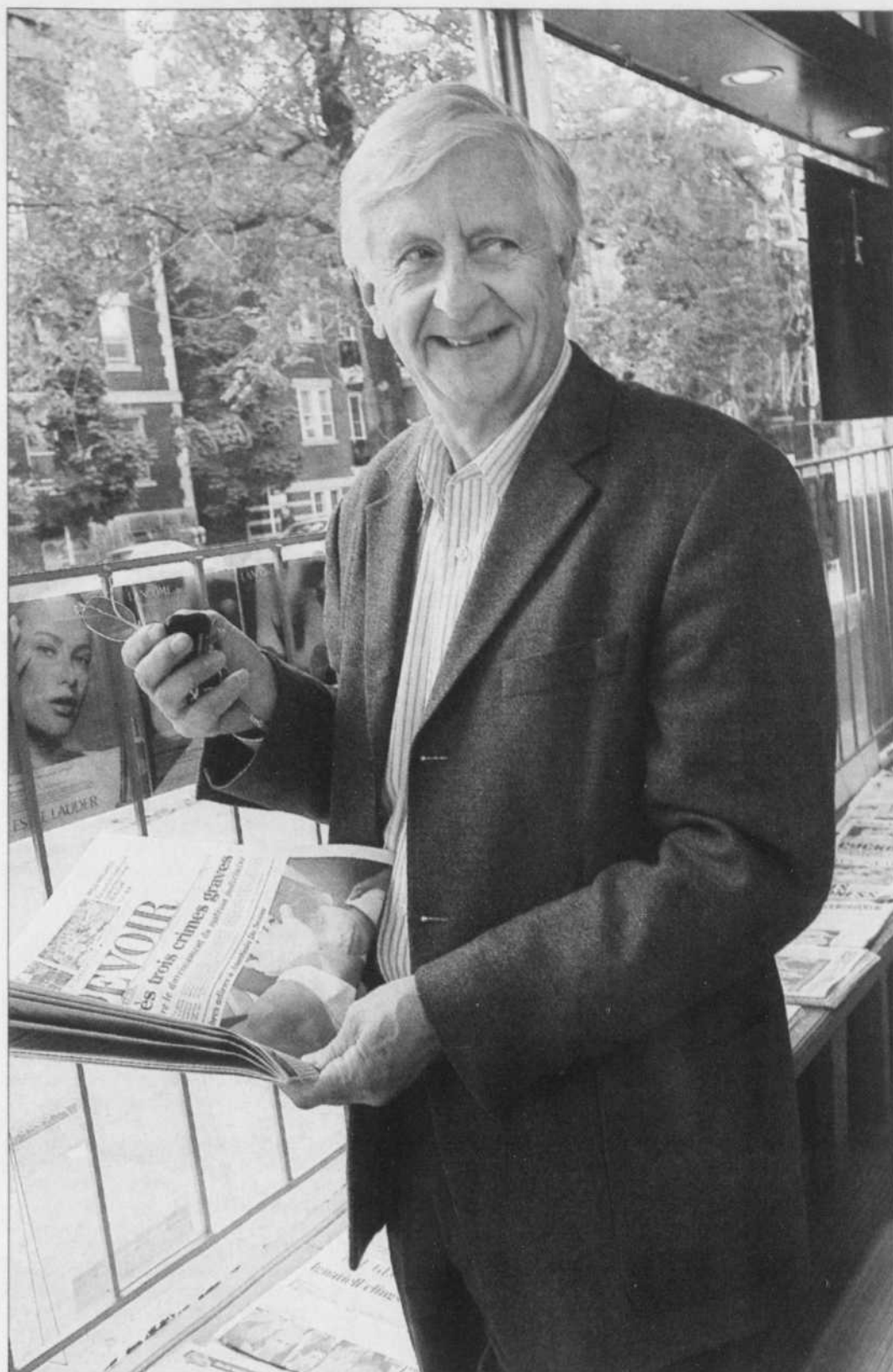
Le multiculturalisme canadien, politique officielle de non-discrimination, s'est indiscutablement transformé en une rectitude perverse. Plusieurs communautés ont pris prétexte de la Charte des droits et libertés pour se replier sur elles-mêmes, se transformer en baronnie et prétendre recréer sur le sol canadien les conditions politiques, économiques et religieuses de leur pays d'origine.

Or le bien commun de la société québécoise est plus important que le multiculturalisme, d'autant plus que ce bien commun repose en partie, dans la sphère publique, sur une culture laïque, encore fragile, qui n'a pas à s'accommoder de la panoplie des particularismes religieux ou ethniques. L'individu peut croire à ses dieux, cela demeure du domaine privé.

L'immigration est une aventure qui se joue à deux: ce n'est pas être xénophobe que d'en discuter. Les Québécois qu'on dit «de souche» ont de toute façon connu le métissage avec les peuples autochtones dès l'arrivée des premiers colons français. Mais si on songe que, d'un point de vue statistique, ce peuple reçoit désormais chaque année, de l'étranger, l'équivalent de la population de Rimouski, il faut lui donner les moyens de continuer à se «métisser».

Le Québec a de façon urgente le plus grand besoin de privilégier l'accueil des immigrés, ce qui veut dire des investissements importants dans l'enseignement intensif du français, de la culture, des institutions et de la conscience du territoire. Nous sollicitons l'immigré, il faut accélérer son intégration.

Il est aussi grand temps que les Québécois cessent de confondre une «ouverture» d'esprit avec le plaisir qu'ils prennent à voyager ou à fréquenter les restaurants ethniques. L'ouverture à l'autre demande aussi d'affirmer ses propres valeurs. Tout se passe en ce



Jacques Godbout: «Personne évidemment ne veut disparaître, mais ce n'est pas moi qui ai inventé le déclin démographique de la nation.»

moment comme si, soit par indifférence, soit parce que nous doutons de pouvoir le réussir, il serait impossible d'intégrer l'immigré dans notre société moderne. Les visites à la cabane à sucre ne suffisent plus: les librairies et les théâtres, les musées et les bibliothèques publiques sont aussi des lieux où amener nos nouveaux compatriotes.

Vous avez dit «racisme»?

Les fanatiques du multiculturalisme (et de l'antiracisme) confondent racisme et résistance culturelle. Le racisme est une discrimination fondée sur la race; la résistance culturelle est fondée sur le bien commun. Ce n'est pas être antisémite, par exemple, que de dénoncer la coercition des garçons dont le secte des hasidim, contrevenant à la loi, veut faire des rabbins (ces adolescents ont-ils choisi le rabbinat en toute connaissance de cause?). Tous les enfants du Québec ont droit, par la loi, à l'enseignement des mêmes matières profanes et scientifiques. Nous avons cessé hier de tolérer des institutions où des garçons de cet âge se préparaient à devenir frères séminaristes.

Ce n'est pas être raciste que de rappeler que l'islam a vécu sa Renaissance avant son Moyen Âge. Ce n'est pas être raciste que de récuser la voile islamiste et de refuser qu'on impose la burqa aux femmes, fussent-elles les épouses d'un imam. Nous croyons que les femmes ont droit, autant que les hommes, de vivre à visage découvert.

Il arrive que des avocats et des juges prônent certains accommodements «raisonnables» souffrent de ce qui ressemble à de la juridique aigüe. On ne doit sous aucun prétexte transformer des pratiques culturelles en valeurs culturelles.

Sait-on encore débattre?

Michel Vastel me demandait, dans *L'Actualité*, quel serait l'avenir du Québec. J'ai insisté pour répondre: «Ce que les gens qui y seront voudront qu'il soit.» Mais à parler d'avenir, on oublie trop facilement le présent: ce sont les décisions politiques, les investissements choisis, les modèles proposés aujourd'hui qui feront le Québec de nos descendants, de même que nous avons reçu en héritage le produit des décisions de nos ascendants.

Il y a encore trop de tabous dans nos discussions, trop de rectitude politique dans nos discours, trop de consensus mous dans les médias, trop de naïveté dans nos démarches.

Disparaître?

Tout se transforme: le Canada français pauvre, catholique, conservateur dans lequel je suis né en 1933 est disparu, je ne crois pas le regretter. Mais j'ai

conservé la mémoire du pays de mon père et de l'apport de sa génération à l'évolution de la société.

Je ne veux pas accepter n'importe quelle transformation à n'importe quel prix. Je soutiens que les acquis du Québec et même la qualité cosmopolite de Montréal vont s'éroder si la majorité des citoyens ne remet pas en question un multiculturalisme délétère. Faut-il que le Canada soit devenu sans personnalité pour que le turban coiffe des officiers de la Gendarmerie canadienne et que des Ontariens aient pu envisager d'accepter la charia comme loi de la famille!

Tout n'a pas été dit

Le numéro de *L'Actualité* portait sur le trentième anniversaire de sa naissance (1976) et concordait avec l'apogée de la Révolution tranquille. C'est pourquoi j'en ai pas évoqué l'apport des féministes ou des jeunes; ce n'était pas le sujet.

Je n'ai pas non plus mentionné les nombreuses difficultés d'aujourd'hui: la qualité inégale de la langue que nous disons officielle, l'illettrisme de 50 % de la population, le décrochage scolaire de trop nombreux garçons, l'exportation du travail en Asie en échange des entrepôts de Wal-Mart dans la périphérie des villes, la substitution des systèmes de divertissement à l'esprit critique, la commercialisation systématique des mœurs. Il y a mille choses à faire et à changer si on ne refuse pas les débats d'idée. Débattre en civilisé, ce n'est pas insulter l'autre mais réfléchir avec lui.

Pour la suite du monde

En ce début du millénaire, la société québécoise est en équilibre instable, sa démographie à un point mort. Ou nous reculons sous la pression des conservatismes multiculturels, ou nous progressons en misant sur toutes les forces vives, y compris sur celles des immigrés qui voudront nous accompagner, comme l'ont déjà fait de nombreux citoyens d'origine écossaise, irlandaise, italienne, portugaise, haïtienne, chilienne ou vietnamienne, par exemple, qui, depuis plusieurs années, participent à ces chantiers avec les Québécois qu'on dit «de souche».

Il faut comprendre qu'en trois générations, d'aujourd'hui à 2076, s'affirme ou se brade l'héritage culturel québécois, sa créativité, son originalité, sa mémoire. Je n'ai d'ailleurs rien dit dans cette entrevue que je n'avais écrit en 1996 dans le roman *Le Temps des Galaméus*.

Je ne serai pas là en 2076, et même mes plus virulents détracteurs seront édentés. Les enfants qui naissent aujourd'hui raconteront l'histoire du Québec comme ils l'auront vécue. Peut-on me reprocher de souhaiter qu'elle s'inscrive dans une certaine continuité?



Denise Bombardier

Quelle époque!

Mais dans quel monde vivons-nous? Quelle est donc cette société où tant de gens ne font plus la différence entre ce qui se dit entre amis et ce qui se dit en public? Une société qui a repoussé, au nom d'une interprétation tordue de la liberté d'expression, les frontières à l'intérieur desquelles l'intimité se vit? Est-on vraiment convaincu que le progrès social passe par le partage des fantasmes? Croit-on de façon sérieuse que pour exorciser ses peurs et ses angoisses, on doit nécessairement répandre ses émotions sur la place publique à travers les médias, ces amplificateurs redoutables de la comédie humaine?

Guy Fournier a payé cher ce besoin, de toute évidence irrépressible, de partager ses fantasmes avec nous. La Société Radio-Canada y perd un président du conseil exceptionnel et probablement irremplaçable. Non seulement il est sa propre victime mais il demeure représentatif de la société qui le contient. Une société qui joue le jeu de la tolérance absolue et où, dans les médias, de grandes gueules traitent les gens d'ordure et autres gentilles, où, depuis des décennies, les stars d'un soir nous racontent leurs obsessions ou dysfonctions sexuelles, où les gourous médiatiques envoient paître (doux euphémisme) ceux qui leur déplaisent, où des chroniqueurs signent des textes dont le contenu ne s'appuie pas sur une opinion mais sur des préjugés grossiers, qui relèvent davantage de la psychanalyse que de l'analyse journalistique.

Ceux qui recherchent les tribunes publiques pour passer aux aveux devraient comprendre qu'ils se soumettent ainsi à une dépossession d'eux-mêmes. L'intimité est un bien précieux qu'on ne dévoile pas sans conséquence à des inconnus. Les écrivains le font à leurs risques et périls, mais dans un contexte de création et de recherche esthétique. Des aveux brutaux, exprimés dans une langue crue et souvent sulfureuse, peuvent provoquer des ravages irréparables chez celui qui se livre. Contrairement au nouveau catéchisme des affranchis moraux et sociaux, tout ne se dit pas, du moins sans «dommages collatéraux», pour user du vocabulaire militaire.

La réserve, la discrétion et la retenue ne sont pas qu'affaire de gens «pognés», comme on le dit avec raffinement dans la société faussement transparente qui est la nôtre. Tout ce qui nous passe par la tête n'est pas bon à dire. Comme toute vérité, d'ailleurs. Chacun d'entre nous est habité par des pensées sombres ou peu glorieuses, chacun a ses préjugés, ses intolérances cachées, ses secrets inavouables, bref, ses démons contre lesquels il faut se battre et dont on se libère, non pas en avouant mais en trouvant la force intérieure de les dompter.

Et si ce recul des frontières de l'intimité était lié à la disparition progressive des niveaux de langage, accentuée là aussi par les médias? Quand on tutoie tout le monde, lorsqu'on s'adresse à un étranger comme à un proche, lorsqu'on utilise un ton et un vocabulaire identiques pour parler à une personne plus âgée que soi ou une personne en situation d'autorité qu'à un enfant, lorsqu'on nivelle en d'autres termes nos relations aux autres, ne perd-on pas des nuances émotionnelles qui font la richesse d'un être humain? Cela pourrait se résumer par cette formule lapidaire: «J'dis toute à tout le monde pis j'parle à tout le monde pareil.» Cette infantilisation du comportement adulte est en train de devenir une plaie sociale.

Par ailleurs, quel paradoxe que cette société qui oscille entre la langue de bois imposée par la rectitude politique et le dévouement verbal confondu avec l'émancipation langagière! D'où l'obligation d'exiger ensuite des excuses afin éventuellement de pardonner. Décidément, ceux qui croient que la société du passé était une société coincée, conformiste et convenue feraient bien de s'interroger sur cette manière nouvelle d'entrer en relation les uns avec les autres.

A force de communiquer ce qu'ils appellent leur vécu, nombreux sont ceux qui franchissent sans vergogne les limites de la décence, de la pudeur, du bon goût et du sens des responsabilités. Le déversement émotionnel n'a rien à voir avec le désir de partager des sentiments. L'injonction quotidienne de la nécessité d'exprimer les émotions est en train de dénaturer nos rapports, voire de nous déshumaniser. L'homme n'est pas que la somme de ses émotions avouées. Il demeure un être de raison, et c'est précisément celle-ci qui lui permet de dépasser ses propres limites et de s'affranchir de ses contraintes intérieures. Contrairement aux apparences, ce n'est pas la raison qui a inspiré la chroniqueuse de Toronto quand elle a écrit son texte surréaliste, ni Guy Fournier lorsqu'il a décidé d'aller se livrer à ses interlocuteurs médiatiques. La recherche obsessionnelle de plusieurs à se révéler et la guimauve émotionnelle de l'approche par le vécu sont des réducteurs impitoyables de la nature humaine. «T'es content de tes émotions que t'as eu à livrer aujourd'hui?», demandait cet été une animatrice de télé à son invitée-vedette. Qu'ajouter de plus?

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Insérez de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandré Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (communisme Internet) Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux Soucy (Culture), Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (relucteurs), Renée Léo Guimond et Serge Paquin (relucteurs surnuméraires); Jacques Grenier et Jacques Nadirou (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (théâtre et color culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Ballargues (reporter), Paul Cauchon (média), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Frédérique Doyon (surnuméraire); à l'information économique: Gérard Berubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (pupitre), Philippe Papineau (surnuméraire), Éric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins (surnuméraires); à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Corneille et Alex Cantagay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Levesque; Marilysse Hamelin (secrétaire à la rédaction); Marie-Pier Frappier, Alexandre Stéblin (commis); **La documentation**: Gilles Paré (directeur); Manon Desorme, Rachel Rochetort (Ottawa); **LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING** Jean de Billy, Jean-François Bousé, Marlène Côté, Diane Cameron, Yan Harnet, Christiane Legault, Amélie Mathias, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Martine Koppé, Micheline Roulland, Nadia Sebail, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Sylvie Laporte, Marlene Bérubé (secrétaires); **LA PRODUCTION** Christian Gaudet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Corneils, Donald Wilson, Yvanick Morin, Nathalie Zemanitz, Olivier Zaida; **INFORMATIQUE** Laurence Thériault (directrice adjointe); **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE** Alexandre Gaudreau (coordonnateur à la promotion et à la sollicitation), Caroline Simard (responsable service à la clientèle, par téléphone), Manon Blanchette, Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc; **L'ADMINISTRATION** François Bissone (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Parry, Ghislaine Lallier, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

PHILOSOPHIE

LE DEVOIR DE PHILO

Comenius contre la réforme

Le Copernic de l'éducation, avait écrit Michelet



Régine Pierre: «Comenius avait déjà compris un des principes qui seront validés par la psychologie cognitive moderne, qu'on a ignorée dans la réforme, à savoir que toute connaissance nouvelle se construit sur les connaissances antérieures.»

La philosophie nous permet de mieux comprendre le monde actuel: tel est un des arguments les plus souvent évoqués par les professeurs de philosophie pour justifier l'enseignement de leur matière au collégial. *Le Devoir* leur avait lancé le défi, au printemps dernier, de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un grand penseur enseigné au collégial. Nous poursuivons aujourd'hui notre série bimensuelle.

RÉGINE PIERRE

Professeure titulaire à l'Université de Montréal

Accuser ceux qui s'opposent à la réforme de résister au changement est un argument de faiblesse qui témoigne de l'incapacité de ses concepteurs de démontrer que leur approche est innovatrice et porteuse de changement. Rien ne sert de se tourner vers le passé, avait écrit l'un d'eux; l'important, c'est l'avenir.

L'influence de Comenius sur l'éducation a été telle que le célèbre historien français Michelet l'a désigné comme le «Copernic de l'éducation». Dans la préface du livre que lui a consacré l'UNESCO en 1957, au moment de sa création, Piaget écrivait: «Il n'y a pas besoin d'adapter Comenius, il suffit de le traduire.» Celui qui a inspiré la réforme 2000 avait reconnu dans la pensée de Comenius (1572-1690) les germes du constructivisme sur lequel il fondera sa théorie du développement.

A une époque où les enfants étaient encore peu considérés et où l'école était encore trop souvent un lieu de dressage plutôt que d'éducation, Comenius avait déjà tracé la voie. Pour lui, l'éducation devait procéder par paliers successifs qui devaient respecter les niveaux de développement par lesquels tous les enfants passaient.

A cette époque où la méthode d'enseignement dominante était encore la méthode scolastique, fondée sur l'étude commentée des textes classiques et la transmission verbale des connaissances, Comenius avait aussi compris, bien avant Piaget, que l'apprentissage passe par l'observation, l'expérience et la réflexion personnelle. Il s'inspirait en cela d'Aristote mais surtout du philosophe anglais Bacon, un des pères de la première révolution scientifique. Contrairement à Piaget, par ailleurs, Comenius était conscient des dangers que représentait l'application directe des idées théoriques en pratiques pédagogiques.

Entre constructivisme et humanisme

Les circonstances de la vie l'ayant amené à enseigner à de jeunes enfants, ce philosophe est un des rares dans l'histoire de l'éducation, y compris dans l'histoire récente, à avoir été en même temps un théoricien et un acteur de l'éducation, ce qui lui vaudra le titre de père de la didactique. Toute sa démarche intellectuelle tendra vers un objectif prioritaire: comment réformer l'éducation pour réformer l'homme?

A l'instar de Platon, d'Aristote et des grands penseurs humanistes, Comenius croit que la capacité d'être éduqué est une des caractéristiques qui distinguent l'être humain des animaux. Contrairement à la perspective adoptée par la réforme 2000, le but de l'éducation, pour ce grand humaniste, n'est pas seulement de préparer l'homme à être utile à la société.

Il consiste d'abord à former l'enfant, au sens platonicien du terme «forme», c'est-à-dire permettre que

chaque enfant développe ce qui constitue l'essence de tout être humain: la capacité de penser par soi-même, qui lui assure sa liberté, la capacité d'apprendre par soi-même, qui lui permet de continuer à se développer tout au long de sa vie, et la capacité de juger par soi-même de la moralité de ses actes quelle que soit la religion à laquelle il adhère.

Dans cette perspective, la fonction première de l'école est d'instruire l'enfant, c'est-à-dire de lui transmettre les connaissances qui ont été construites par les générations qui l'ont précédé et sur la base desquelles les connaissances continueront d'évoluer. Comenius avait déjà compris un des principes qui seront validés par la psychologie cognitive moderne, qu'on a ignorée dans la réforme, à savoir que toute connaissance nouvelle se construit sur les connaissances antérieures.

Ainsi, plus on possède de connaissances, plus on comprend le monde qui nous entoure et plus on est capable de construire de nouvelles connaissances par soi-même. Cela implique que l'introduction et l'organisation des connaissances ne peuvent être dictées uniquement par les intérêts des enfants ou les circonstances d'enseignement, comme le suppose le cursus, mais qu'elles sont régies par des règles épistémologiques liées à la nature des connaissances et des règles psychologiques liées au développement de l'enfant.

Contrairement à la perspective adoptée par la réforme 2000, le but de l'éducation, pour Comenius, n'est pas seulement de préparer l'homme à être utile à la société

Ce sont là des principes didactiques incontournables sans lesquels aucune méthode d'enseignement ne peut prétendre à une quelconque validité scientifique. Cela aussi, Comenius l'avait déjà compris.

La croyance la plus pernicieuse qu'on cultive dans les facultés des sciences de l'éducation depuis 30 ans est que les méthodes n'ont pas d'importance; elles seraient même inutiles. C'est ignorer non seulement l'œuvre majeure de Comenius mais l'histoire de la didactique, de la pensée humaine et du rôle déterminant que l'école a joué dans son développement.

Si les Occidentaux confondent rationalité et intelligence, c'est parce que, pendant des siècles, les méthodes d'enseignement n'ont été que des applications des modèles philosophiques rationnels. Et si, dans la culture francophone, être cartésien est devenu synonyme d'être rationnel, c'est parce qu'à partir du XVII^e siècle,

c'est à Descartes qu'on a emprunté les principes méthodologiques qui ont façonné l'école francophone. Descartes était contemporain de Comenius; leurs chemins se sont même croisés à deux reprises. L'influence que Descartes a exercée sur les écoles francophones catholiques, Comenius l'a exercée dans les pays d'allégeance protestante.

Le pouvoir de la langue

La centration sur le constructivisme piagétien dictée par la priorité accordée à la formation scientifique qui fonde la réforme 2000 a relégué au second plan tout ce qui concerne la langue, son évolution, son apprentissage et son influence sur le développement social, politique, économique et même scientifique.

Au contraire de Descartes, pour qui la pensée se confondait avec le raisonnement mathématique, Comenius avait compris l'importance de la langue dans la construction de la pensée. Il avait également compris cet autre principe que validera la psychologie cognitive moderne. Si l'apprentissage passe par l'expérience, l'expérience n'est pas première; contrairement à ce que supposait Piaget, la langue et la pensée sont intimement liées dès la conception de l'enfant. Un des apports fondamentaux de Comenius a été de défendre la nécessité de l'enseignement dans la langue maternelle à une époque où le latin était encore considéré comme la langue d'enseignement par excellence.

Ce n'est que cent ans plus tard que Jean-Baptiste de La Salle convaincra les pédagogues français de la justesse de ce principe. Comenius avait pressenti le pouvoir de la langue de transporter l'enfant au-delà des limites de l'expérience immédiate. Il avait compris que ce pouvoir s'était accru avec le développement de l'écriture et qu'il allait encore s'accroître avec l'invention de l'imprimerie.

Parmi toutes les innovations qu'il a introduites, il a aussi été le premier à intégrer cette nouvelle technologie pour développer ce qui deviendra le premier abécédaire illustré: l'*Orbis pictus*. Par cet outil didactique, il allait transformer les méthodes d'enseignement. L'introduction de l'illustration dans les manuels scolaires allait enfin permettre de dépasser un des principaux obstacles des premiers apprentissages: le lien entre les mots et l'oral, leur signification et leur représentation à l'écrit.

Dorénavant, il ne serait plus nécessaire que l'objet soit présent et que l'enfant ait à le manipuler pour y faire référence. Grâce à l'image, dès ses débuts, l'apprentissage ne serait plus limité par l'environnement immédiat, comme le suppose la théorie piagétienne. Il ne serait même plus limité par la langue. L'image allait ouvrir l'apprentissage de la lecture à la majorité des enfants qui ne maîtrisaient pas la langue d'enseignement. Mais contrairement à une de ces croyances qu'on cultive dans les méthodes actuelles, Comenius était conscient des limites de l'image.

Les images n'ont pas seulement des limites, elles ont aussi des effets pernicieux que n'ont pas pressentis les concepteurs de la réforme. Leur pouvoir jumelé à celui de la langue allait croître de façon exponentielle avec le développement des technologies de communication au début du XX^e siècle puis des technologies informatiques au milieu du XX^e siècle. Il culmine aujourd'hui avec leur intégration.

Les technologies de communication ne sont pas que des supports physiques de la parole et de l'image; elles les transforment. Intériorisées, la parole et l'image transforment à leur tour notre façon de penser. Or les recherches récentes en neuropsychologie et en génétique montrent que ces transformations ne sont pas que symboliques. Elles s'inscrivent dans notre cerveau et même dans nos gènes. Le cerveau des enfants d'aujourd'hui n'est pas le même que le nôtre, et ceux-ci évoluent dans un monde radicalement différent de celui dans lequel nous avons grandi, un monde où les connaissances, la parole et l'image occupent une place centrale et où le réel se confond souvent avec le virtuel.

L'héritage de Comenius

L'influence de Comenius déborde l'éducation et son époque. Par la publication du livre dont Piaget a signé la préface, l'UNESCO en faisait un de ses grands inspirateurs dans sa lutte pour l'avancement de l'éducation, de la paix et de la démocratie. La résurgence des guerres de religion et des intégrismes de toute nature, y compris des intégrismes pédagogiques, donne à sa pensée une actualité nouvelle.

La pensée de Comenius avait été forgée dans le contexte d'une vie bouleversée par les guerres de religion qui divisaient l'Europe depuis l'avènement du protestantisme. Né en Tchécoslovaquie, il était de confession protestante. La conquête et l'imposition du catholicisme allaient lui faire perdre toute sa famille et le condamner à l'exil. Les pays qui avaient adhéré à la nouvelle religion, dont l'Allemagne, l'Angleterre, la Suède et la Hollande, allaient tour à tour l'accueillir et profiter de ses idées avant-gardistes. Dès cette époque, ces pays prirent de l'avance

en matière d'éducation, une avance que traduisent encore les grandes études internationales qui classent les pays selon leur niveau de «littératie».

Au-delà des innovations nombreuses dont nous lui sommes redevables, un des héritages de Comenius est qu'à travers tout ce qu'il a fait et écrit, il a jeté les bases d'une science de l'enseignement: la didactique. La réforme 2000 a réduit la didactique à peau de chagrin et, avec elle, 40 années de recherche, de développement et de formation des enseignants à l'époque où le Québec a connu sa plus forte croissance en matière d'éducation.

Avant le rapport Parent, écrivait le sociologue Dansereau, l'éducation au Québec n'était pas plus avancée qu'elle l'était en Europe à la fin du XIX^e siècle. Quarante ans plus tard, le Québec a pris sa place parmi les pays qui ont les plus hauts taux d'éducation. Le rapport Parent avait dicté les grandes réformes structurelles, mais c'est la réforme de 1979 qui opérera le grand virage pédagogique qui a donné à l'école québécoise son élan vers le sommet des palmarès internationaux. Cette réforme devait beaucoup à Comenius. Ses concepteurs, dont nous étions, avaient puisé ses fondements dans l'héritage qu'il avait laissé à l'Angleterre.

Cet héritage, on le retrouvait dans la philosophie pragmatique de Searle et d'Austin, la linguistique fonctionnelle de Halliday, les premiers travaux de psycholinguistique de Bernstein et le rapport Bullock qui annonçait les grandes réformes de l'éducation lancées à la fin des années 70 dans tous les pays développés.

Certes, ces réformes ont vieilli, mais certains de leurs fondements restaient solides. Surtout, les recherches qu'elles avaient générées et les expertises qu'elles avaient contribué à développer permettaient de cibler les correctifs à apporter et les adaptations requises pour s'ajuster aux nouveaux besoins d'éducation. Rien ne permettait de justifier les bouleversements engendrés par la réforme 2000.

Faites parvenir vos suggestions et commentaires à Antoine Robitaille et Louis Samson à arobitaille@ledevoir.com.



SOURCE GOOGLE IMAGES

Comenius est un des rares dans l'histoire de l'éducation, y compris dans l'histoire récente, à avoir été en même temps un théoricien et un acteur de l'éducation, ce qui lui a valu le titre de père de la didactique.

CanWest
Raisa
a Reader
The Gazette

Lire,
c'est grandir
LE DEVOIR

Présenté par
Cheerios

La lecture nourrit les rêves

SAPUTO supporte l'alphabétisation des enfants par l'entremise du programme Lire, c'est grandir.

Le jeudi 28 septembre prochain, dans le cadre de l'événement Lire, c'est grandir, des crieurs publics offriront des copies des journaux The Gazette et Le Devoir en échange de dons pour l'alphabétisation. Cette équipe de bénévoles sera composée de commanditaires de l'événement, de membres des médias, d'équipes sportives, de policiers et de pompiers. La totalité des fonds amassés serviront à soutenir des programmes d'alphabétisation destinés aux enfants et à leur famille.

Partagez votre amour de la lecture en donnant généreusement le 28 septembre prochain!

Lire, c'est grandir
Le jeudi 28 septembre
www.raiseareader.com
1 866 637-7323

Pour que la lecture se transforme en découverte
Manon Goudreau, directrice communications chez Saputo, s'offre un petit moment de bonheur avec sa filleule Magalie.

GENERAL MILLS
Microsoft
Assante
Global
SCHOLASTIC
canada.com
Saputo
SITO
Hydro Québec
SEARS
ALCAN